



MOBILISATION RETRAITE

ÉPISODE 1 :

Reconnaître la pénibilité du travail

Catégorie active et départ anticipé à la retraite : de quoi parle-t-on ?

Depuis 1969, les emplois de la Fonction Publique qui présentent « *un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles* » relèvent de la catégorie « *active*¹ ». Ce dispositif leur assure un départ anticipé à la retraite 5 ans plus tôt, pour 17 années d'activité (fossoyeurs, personnels de soins, etc.)

La fonction publique hospitalière est le versant qui compte le plus d'agents en catégorie active.

Au 31 décembre 2020, ils représentaient 51% de l'effectif total soit 410 000 agents.

- Ce taux est en forte baisse depuis 2013, en raison du « *droit d'option* ».

Catégorie active et droit d'option : travailler PLUS LONGTEMPS pour gagner... GUÈRE PLUS

En 2010, le « *droit d'option* » dit aussi « *protocole Bachelot* » a brutalement été imposé à certaines professions qui bénéficiaient de ce dispositif de reconnaissance dont la profession infirmière :

- Conserver la catégorie B active (départ anticipé à la retraite) avec des grilles indiciaires gelées.
- Passer en catégorie « *mini A* » sédentaire, contre une mini « *revalorisation salariale* » en reculant leur départ à la retraite de 3 années : 60 ans contre 57 ans.
- Depuis 2010, d'autres catégories professionnelles ont subi le même sort.

9 années de vie volées

Depuis la contre-réforme des retraites 2023, les catégories professionnelles qui présentent pourtant l'ensemble des critères de pénibilité² se sont vues imposer un départ à la retraite à 64 ans contre 55 ans en 2010, soit 9 ans de vie volée !

Intensification du travail et exposition à la pénibilité

La réduction massive des effectifs de ces dernières décennies a entraîné une intensification de la charge de travail alors que les accidents et les maladies professionnelles augmentent avec l'âge.

Quelles conséquences pour les professionnel-le-s exposés ?

De nombreuses études pointent que les professions infirmières et aides-soignantes, caractérisés par des risques physiques plus

marqués que la moyenne et des exigences émotionnelles plus fortes, seront difficiles à exercer jusqu'au bout³.

Prévention des risques et amélioration des conditions de travail

Pour la CGT, l'amélioration des conditions de travail doit être priorisée afin d'éviter la dégradation prématurée de la santé des agents et des moyens conséquents débloqués en matière de prévention.

Les organisations de travail doivent être améliorées pour supprimer les risques « psycho-sociaux » (stress, burnout...).

Si certains travaux pénibles restent inévitables, ils doivent cependant être diminués drastiquement car ils entraînent une usure prématurée de la santé : le départ anticipé à la retraite est donc nécessaire et justifié.

Discrimination pour les métiers à prédominance féminine ?

La majorité des métiers classés en catégorie active sont des métiers à prédominance féminine. Comment ne pas évoquer de discrimination envers les femmes quand les infirmiers de sapeurs-pompiers (des hommes), bénéficient de la catégorie A et de la catégorie active ?

La crise sanitaire avait mis en exergue les secteurs de la santé et du social particulièrement touchés et fortement féminisés.

Malgré les applaudissements, ces fonctionnaires travailleront plus tard et mourront plus tôt !

Souvenez-vous que les agents contaminés à la COVID n'ont été reconnus en maladie professionnelle qu'en cas d'oxygénothérapie en réanimation ou... de décès !

Conservons les acquis et conquérons de nouveaux droits : la CGT ne lâche rien !

La CGT avait obtenu le maintien de la catégorie active pour la profession aide-soignante dans le cadre du passage en catégorie B : c'est donc possible pour tous les agents concernés !

Pour la reconnaissance de la pénibilité, la CGT revendique :

- > Maintien de la catégorie active pour les emplois qui en bénéficient actuellement,
- > Reclassement des corps et cadres d'emploi de la catégorie active dans une catégorie supérieure (A+, A et B) avec maintien du départ anticipé,



- > Réintégration en catégorie active des filières à qui on a imposé le droit d'option :
- « *Même travail même statut, même salaire !* »,
- > L'État doit intégrer d'autres corps et cadres d'emploi que ceux répertoriés au titre de la pénibilité.
- > Une retraite anticipée à taux plein à 55 ans. Pour bénéficier d'une pension décente, les agents en catégorie active doivent bénéficier de bonifications :
- 1 trimestre cotisé par année d'exposition.

Il faut 15 milliards d'euros d'ici 2030, pour financer l'abrogation de la réforme Macron.

L'argent existe : il doit servir à financer nos retraites plutôt que les profits des actionnaires !

ALLONS CHERCHER L'ARGENT

- Égalité salariale entre les femmes et les hommes :
+ 6 milliards d'euros,
- Lutter contre la fraude aux cotisations sociales avec le travail dissimulé : + 6 à 8 milliards d'euros,
- Soumettre à cotisation les rémunérations exemptées de cotisations sociales (intéressement, participation...) :
+ 4 milliards d'euros,
- Augmenter de 1 % des cotisations sociales vieillesse sur la part dite employeur : + 5 à 6 milliards d'euros,
- Mettre à contribution les revenus financiers : au moins 10 milliards d'euros,
- Récupérer les exonérations non compensées :
+ 3 milliards d'euros.

**AU TOTAL :
PRESQUE 40 MILLIARDS D'EUROS
DE RESSOURCES !**

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite : ☐ prendre contact ☐ me syndiquer ☐ créer mon syndicat



Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :

Le 28 avril, Journée mondiale de la Sécurité et de la Santé au Travail !

***Pour la reconnaissance de
la pénibilité des métiers
hospitaliers par un départ
possible dès 55 ans,***

***Pour la retraite à 60 ans
possible pour tous,***

***Pour l'amélioration de nos
conditions de travail,***

**LE 28 AVRIL
ACTIONS, GRÈVES
ET MANIFESTATIONS !**

ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORTS !

Retrouvez toute l'actualité fédérale sur www.sante.cgt.fr

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 88